

## AÏN DEFLA

# Le taux de raccordement au réseau gazier reste en deçà du taux national

**Si certaines wilayas ont atteint un taux de raccordement qui avoisine les 100% des foyers au réseau du gaz naturel, la wilaya de Aïn Defla en est encore à 54% au 30 mars dernier.**

Ce retard dans la généralisation de la distribution de cette source d'énergie très demandée est dû à des causes multiples.

Il y a eu d'abord la mise en place du plan quinquennal 2010-2014 qui a accusé un retard de 2 années puisque il n'a connu un début d'exécution qu'en 2012 auquel est venue s'ajouter une faiblesse de la consistance des programmes inscrits, le manque d'ambition au niveau des programmes proposés à l'inscription. Ces causes ne sont pas les seules puisque la wilaya ne dispose pas d'entreprises performantes, d'une part, et d'autre part, la réalisation des projets s'est trouvée souvent confrontée à des oppositions de passage sur des terrains privés.

A ces causes, il faut en ajouter une, importante, celle du Programme complémentaire octroyé par le Premier ministre Abdelmalek Sellal à l'issue de sa visite dans la wilaya de Aïn Defla le 26 novembre 2015, lequel programme n'a pas connu un début d'application parce que «différé».

Pour l'heure, les agglomérations qui ont pu bénéficier du gaz naturel sont principalement celles qui sont situées dans le couloir de la R 4, au nord et au sud du gazoduc Relizane-Alger, parallèle à l'axe routier, des

agglomérations telles que El-Attaf, Rouina, Aïn-Defla, Khemis-Miliana et Boumedfaâ.

Dans l'ensemble de ces agglomérations, on compte au 31 mars de cette année 78 794 foyers raccordés dont 9 834 non encore utilisateurs.

Par contre, des communes comme Tachta au nord d'El-Abadia, Bathia, Belaâs, El-Hassania, situées dans les piémonts de l'Ouarsenis, ou encore Tarik-Ibn-Ziad, à l'extrême sud-est de la wilaya, où ni le réseau de transport ni celui de distribution n'ont été entamés, pourtant des localités où l'hiver est rigoureux et le gaz butane reste coûteux.

Ces communes constituées surtout de zones éparses n'ont pas de réseaux d'assainissement et où les habitations sont principalement dotées de fosses sceptiques alors que dans le cadre de la planification, le réseau d'assainissement est un pré-requis et ce, pour éviter tous les risques d'agression du réseau.

Cependant, depuis quelques années, des efforts ont été consentis et 11 chefs-lieux de commune, éloignés du gazoduc, au sud comme au nord, soit 8 904 foyers, disposent de cette importante source d'énergie.

Ces nouvelles localités ne sont pas les seules puisque dans



Photos : DR

la commune de Aïn-Soltane, les hameaux de Oued-Hellil et outre Oued-Chaïba, soit 830 foyers, seront bientôt raccordés puisque le réseau de distribution connaît une avancée des travaux de 98% et celui du transport de 88%.

Par ailleurs, on indique qu'au niveau de Lechiakh, de Oued-El-Djemaâ-Centre et ex-Village socialiste, les travaux d'acheminement du gaz pour 4 300 foyers sont en cours.

Pour les localités de Aïn-Dem et Oued-Zeboudj (Boumedfaâ) Djebabra (Hammam-Righa) Tarik-Ibn-Ziad et Zenadra, les études sont achevées mais les projets gelés.

On signalera aussi que de nouveaux QLS (quartiers et loge-

ments sociaux) au nombre de 10, dans les grandes agglomérations, sont nés, pour 8 d'entre eux les foyers sont raccordés et les mises en service effectuées.

Par ailleurs, il faut noter que le développement anarchique de l'urbanisation des agglomérations, le laisser-aller et les négligences des autorités locales dans certaines communes ont induit à des agressions graves du gazoduc Relizane-Alger, où des bâtisses sans permis de construire et érigées sur le gazoduc même ont fait fi des normes de sécurité.

Mis devant le fait accompli, les secteurs concernés se trouvent donc obligés maintenant d'opérer des déviations du tracé

de cette conduite, entraînant des dépenses colossales et rencontrant de fortes oppositions de particuliers.

Ces agressions du gazoduc sont constatées principalement dans les communes de Khemis-Miliana et de Miliana.

Pour Khemis-Miliana, la déviation à effectuer passera par le sud et empiètera sur la commune de Bir-Ould-Khelifa, ce qui n'est pas sans difficulté puisque les oppositions de propriétaires terriens sont nombreuses ce qui a conduit à l'arrêt des travaux en attendant la recherche de solutions à l'amiable dans un premier temps.

Pour Miliana, qui est alimentée à partir de Khemis-Miliana, la conduite de transport passant par les quartiers de Zougala et les Annassers et où les agressions de la conduite sont nombreuses, le projet porte sur la réalisation d'une autre conduite de transport de 11 km vers Miliana mais cette fois à partir de Aïn-Torki (col Kandec) pour pouvoir neutraliser la conduite Khemis Miliana-Miliana sur 9 km.

Ainsi, le développement anarchique des villes et des cités coûte très cher en temps et en argent, une anarchie qui a pour origine le manque de coordination, de concertation, de planification et de consultation flagrants entre les différents secteurs, ici entre l'urbanisme et l'énergie et les mines.

Karim O.

## COOPÉRATION

## L'ambassadrice américaine à Tlemcen

**M<sup>me</sup> Joan Polashik, ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique a effectué une visite de travail dans la wilaya de Tlemcen.**

La diplomate a eu un long entretien avec le chef de l'exécutif et pris connaissance de toutes les opportunités de partenariat avec l'Algérie et la wilaya de Tlemcen.

M<sup>me</sup> Joan Polashik, s'est montrée très attentive aux explications données par le wali, notamment sur le partenariat avec l'université de Tlemcen qui dispense toutes les branches aux 45 000 étudiants.

L'ambassadrice pour sa part a voulu s'enquérir de la situation qui prévaut au niveau des frontières avec le Maroc, et particulièrement sur le trafic de drogue. Répondant à une question d'un confrère sur le rôle que pourrait jouer les Etats-Unis pour combattre ce fléau, la diplomate a fait savoir, que la lutte contre le trafic de drogue est une affaire qui implique le monde entier et que son département travaille avec tous les Etats, y compris le Royaume du Maroc.

Les Etats-Unis de leur côté sont animés d'une réelle volonté de pousser plus loin leur coopération avec l'Algérie dans plusieurs domaines, tels l'agroalimentaire, le tourisme, la recherche scientifique et d'autres créneaux encore vierges. L'exemple de la coopération de la lutte contre le terrorisme entre les deux pays a été mis en évidence.

M. Zenasni

## LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE À TIPASA

## L'Organisation des transporteurs algériens (ONTA) s'implique

**Un communiqué de la section régionale de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) évoque «l'accroissement terrible, voire tragique des accidents de la route, cela malgré les efforts considérables consentis tant par l'Etat que par la société civile».**

A ce titre, cette organisation «interpelle l'ensemble des décideurs nationaux à tous les échelons, la société civile et les organisations concernées afin de réunir dans ce contexte tous les acteurs ayant une expérience, un savoir et un savoir-faire dans les domaines de la sécurité routière ou de la prévention routière et d'organiser des forums, conférences et colloques de concertation et de réflexion autour des thèmes se rapportant à ces sujets sensibles que sont la prévention et la sécurité routières».

Cette organisation nationale estime que «suite à une analyse profonde tant sur le plan stra-

tégique que juridique, l'ONTA constate que le combat mené contre le fléau des accidents de la route enregistre un écart flagrant entre le respect de la législation existante et celui de sa réglementation pratique, concrète et quotidienne tant sur les plans logistique, humain ou matériel et, partant, requiert l'implication de l'ensemble des structures nationales, à l'instar du Conseil national des transports terrestres, en vue de l'élaboration de différents plans de transport et de circulation».

A la lumière de cette situation, l'ONTA lance un appel afin que «des mesures immédiates et



indispensables soient prises, tant par les structures gouvernementales et non gouvernementales, compte tenu de la responsabilité commune qui incombe à chacun, en vue d'œuvrer à freiner l'accroissement de cette tragédie nationale».

L'Organisation nationale des transporteurs algériens déplore, pour sa part, que «les dizaines de mil-

liers d'accidents de la route soient le sinistre lot des voyageurs de ligne des longs trajets, à l'instar des distances interwilayas, notamment ceux dépassant les 600 kilomètres, et s'attriste de cette hausse terrible des accidents de la route, cela malgré les efforts considérables consentis tant par l'Etat que par la société civile».

Houari Larbi